

Une nouvelle réunion ... mais toujours autant d'opacité sur les objectifs ministériels

Audience présidée par Delphine Geny-Stephann, Secrétaire d'Etat auprès de Bruno Le Maire, pour donner suite à la celle qu'il avait lui-même présidé le 4 septembre dernier. Elle ne concernait donc que la partie « Economie » des ministères de Bercy, sans ordre du jour préalable, sans document... mais 2 sujets ont été évoqués :

- les missions de la DGCCRF ;
- la réforme de la DGE (nous reviendrons dans un document complet de Solidaires Finances sur la partie DGE).

La Secrétaire d'Etat, reprenant le discours de Bruno Le Maire, a indiqué qu'il fallait partir des missions pour structurer l'organisation future et voir la question des effectifs. Elle a précisé que des réflexions étaient en cours mais pas encore finalisées.

Autant dire que ses présupposés sur les missions avaient déjà été entendus :

- des postes supprimés au niveau des missions et tâches administratives ;
- certaines missions seraient moins prioritaires que d'autres : nouveauté, le contrôle des piscines s'ajoute aux aires de jeux ;
- les contrôles à la remise directe pourraient passer sous délégation, contrôle de second niveau par nos services, le tout parce que cette mission n'aurait pas un taux de couverture suffisant ;
- plus spécifiquement, se pose la question des contrôles « sanitaires » (sic) et de leur articulation avec l'agriculture, suite aux différentes conclusions de la commission Lactalis.

Solidaires CCRF & SCL et Solidaires Finances ont :

- Réitéré les positions déjà exprimés tant auprès du Ministre que de la Direction Générale ;
- Renouvelé leur attachement à l'ensemble des missions exercées par la DGCCRF et l'importance d'une administration de plein exercice ;
- Dénoncé l'absence de documents sur table, reprenant par exemple les critères selon lesquels l'Administration classe les missions comme prioritaires ou pas ...
- exprimé leur agacement sur le peu d'empressement de notre ministre de tutelle, Bruno Le Maire, à défendre les personnels et les missions de la DGCCRF : Lactalis, tentative récente du syndicat des inspecteurs vétérinaires, loi agriculture et alimentation portée uniquement par le ministère de l'agriculture, sans que le ministre Le Maire n'ait participé aux travaux législatifs alors que les textes seront appliqués ou contrôlés par nos services ;
- Rappelé que depuis des années des rapports soulignent la nécessité de renforcer les moyens de l'Etat en matière de contrôles, et l'absence de traduction de ces écrits en actes concrets...

- Marqué leur désaccord avec les orientations du ministère concernant les missions :
 - le ministère ne précise pas le contour précis ni les critères d'éligibilité des missions qu'il est prêt à abandonner, le plus souvent au profit d'opérateurs extérieurs (c'est-à-dire à privatiser),
 - des agents CCRF se voient fréquemment contraints d'effectuer des missions hors de leurs champs de compétence à la demande des préfets. Bien que hors compétences de la DGCCRF elles ne sont pas à ce stade remises en cause.
 - La dimension économique des enquêtes effectuées par les agents de la DGCCRF, et leur aspect répressif, justifie pleinement leur rattachement au Ministère de l'Economie et non pas à un ministère qui ne verrait qu'un seul aspect de la protection des consommateurs.

La Secrétaire d'Etat a voulu mettre en avant la start-up d'Etat et le meilleur ciblage que cela permettrait. Pour Solidaires, le ciblage ne peut en aucun cas être un remède à la baisse des effectifs. Il est par ailleurs paradoxal de mettre en avant les nouvelles technologies, quand on connaît les difficultés quotidiennes des agents sur l'informatique.

Enfin, Solidaires a dénoncé les injonctions contradictoires de l'Administration, entre discours sur la qualité du ciblage et course effrénée aux statistiques, avec les répercussions catastrophiques que cela entraîne en matière de conditions de travail !

Delphine Geny-Stephann a annoncé qu'à l'issue de la réflexion il y aura une cartographie des missions, mais que ces éléments seraient transmis « *quand les choses seront arrêtées* ». Qui a parlé de dialogue « social » ?

Concernant notre affirmation d'un SCL qui soit doté des moyens nécessaires, la Secrétaire d'Etat a annoncé la volonté ministérielle de consolider son action et que son caractère stratégique n'était pas remis en cause, sans pour autant annoncer de nouveaux moyens techniques et financiers.

Interrogée sur le Brexit (un courrier alertant sur l'absence d'anticipation de la CCRF est sans réponse depuis le mois de juillet), Delphine Geny-Stephann a déclaré que la CCRF n'était que très peu concernée. Présente, la Directrice Générale de la CCRF, Virginie Beaumeunier, a précisé qu'il n'y avait pas d'enjeu à ce stade, même en cas de Brexit dur. Solidaires a rappelé que le passage du contrôle de l'import bio de la Douane à la CCRF c'était fait dans la plus grande impréparation, et que les modalités pour les prélèvements n'étaient toujours pas fixées à ce jour...

Solidaires a interrogé la Secrétaire d'Etat sur les suites de cette réunion. Un « point d'atterrissage » se profile pour la fin du mois, c'est-à-dire en même temps que les remontées des préfets sur la nouvelle organisation des services déconcentrés de l'Etat. Bercy ne désespère pas de parvenir à une « meilleure organisation des services ». Pour les agents, un atterrissage difficile se profile...

Bilan : pas grand-chose à retenir de cette audience. Des arbitrages (lesquels ? sur quoi ?) devraient être rendus dans les semaines qui suivent concernant les missions et l'organisation de la CCRF. A l'heure actuelle l'opacité reste de mise laissant libre cours à toutes les rumeurs. Une façon pour Bercy de faire craindre le pire aux agents, histoire de leur faire « avaler » la potion amère des réformes à venir ?

Pour Solidaires, la défense de la DGCCRF est l'affaire des personnels, et loin des préoccupations de Bercy. A nous de préparer la riposte aux mauvais coups qui se préparent !